Penser la santé autrement …

Deux sujets auront entre autres été traités lors de ce colloque : *l'évolution du système de santé et pour l'aide l'autonomie à l'horizon 2020*, et *la place des technologies d'information et de communication dans cet écosystème*. Si sur ces enjeux stratégiques l'affichage d'une vision claire et stable relève de la gageure, quelques pistes commencent néanmoins à être dessinées.

Concernant l'évolution du système de santé et pour l'aide l'autonomie, la crise durable qui déstabilise les économies et les organisations rend bien sûr très aléatoire toute prospective fine au-delà de quelques semestres. Pour autant prendre un peu de hauteur ne peut nuire, et quelle que soit l'issue des troubles que connaît la planète un changement de paradigme est inévitable, résumé par une formule lapidaire : « *La médecine que nous connaissons fera bientôt partie de l'Histoire : elle paraîtra à nos descendants aussi baroque et hasardeuse que celle des médecins de Molière* [1] ».

A ce sujet les observateurs impliqués – leviers associatifs des patients, professionnels de santé avisés, acteurs économiques, entrepreneurs innovants – mesurent depuis quelque temps une irrésistible évolution. Notre système de santé en grande souffrance, dont le barycentre était de longue date le soin et ses acteurs, se déplace lentement mais sûrement vers le patient et ses attentes. D'autant plus sûrement que le patient passif et soumis évolue rapidement, plus encore avec les nouvelles générations bien informées et assoiffées de services, en endossant résolument les habits de consommateur exigeant.

Il est donc clair que cette focalisation des énergies autour du curatif uniforme va céder – commence déjà à céder, et c'est heureux - le terrain à l'éducatif, au préventif et à la réponse médicale et médico-sociale globale et personnalisée. A plus long terme et pour autant qu'il s'accompagne d'un débat éthique, le volet prédictif dont les nanobiotechnologies aujourd'hui en gestation pourront constituer le socle, personnalisera davantage encore la réponse à ces besoins et envies.

Ceci d'autant que sur le volet économique la difficulté des payeurs institutionnels à s'engager sur les volets éducatif et préventif, combinée avec une augmentation douce mais régulière du reste à charge, ne peut que favoriser cette logique consumériste personnalisée. Laquelle, sous réserve que les patients-consommateurs s'impliquent dans sa coproduction et sa régulation, se fera à leur profit à part égale avec les promoteurs de solutions, stimulant ainsi de nouveaux pans de notre économie.

[1] *In « La mort de la mort », Dr Laurent Alexandre - Ed. JC Lattès, avril 2011*

S'agissant de la place et du rôle des technologies d'information dans cet écosystème en profonde mutation, plus personne ne disconvient qu'elles sont non seulement utiles mais indispensables. Toutefois, comme l'indique la difficile concrétude des grands projets institutionnels (DMP, Hôpital 2012 puis Numérique, télémédecine et autres), dans les faits elles sont au mieux perçues comme un simple épiphénomène. Les raisons en sont connues et parfaitement identifiées : manque d'acculturation aux enjeux des acteurs en lice, faiblesses des investissements – la France caracole à ce sujet en queue de peloton des pays industrialisés, carcans réglementaires, absence de gouvernance efficiente.

Ces faiblesses récurrentes, qui conduisent notre pays sur la pente dangereuse du quart-monde numérique, ne sont heureusement pas une fatalité. Preuve en est l'ambition politique affichée par les organisateurs de ce colloque – dont il conviendra naturellement de mesurer le suivi dans la prochaine mandature - et par les membres du Cercle des décideurs Numérique et Santé.

Pour enthousiaste que soit cette détermination, elle ne doit néanmoins pas constituer la seule réponse pour les acteurs économiques, qui ne peuvent raisonnablement camper dans une posture statique en se contentant de tendre la sébile. En effet, dans un contexte budgétaire durablement tendu, attendre passivement de l'Etat et de ses services qu'ils élaborent la feuille de route et abondent les projets à hauteur des besoins est au mieux déraisonnable.

La coproduction doit au contraire mobiliser toutes les énergies, entre autres des acteurs concernés de la société civile. En créant récemment une Commission e-santé, LESISS s'inscrit dans cette logique volontariste et participative. Pour penser la santé et l'aide à l'autonomie autrement, en réconciliant économique et social. Et pour bâtir. Ensemble.